



## Saisie sur salaire, revenu inaccessibles, sûreté de la personne

-----  
Par Luxferre

Bonjour, une question à laquelle j'ai déjà la plupart de mes réponses, je la pose curieusement ici pour voir si une ou plusieurs réponses intéressantes vont y être données.

Le Trésor Public, les services publics, ont des droits suprêmes qui apparemment ne les obligent pas à respecter la sûreté de la personne ciblée, ils s'octroient directement et sans délais l'argent que les citoyens devraient à leur caisse sans se soucier de frais quand l'argent est sur un compte de dépôt ou,

Sans avoir à se soucier de la mise en danger ou non d'un citoyen par l'acte de leurs procédure quand on parle de saisie sur salaire.

Le gouvernement parle d'une charte Marianne et cætera. Dans laquelle il est question d'un plus juste relationnel avec les citoyens, d'une plus juste communication et d'un relationnel digne de ce nom, ce n'est pas ce que nous constatons.

Qu'en est il quand ces services de l'état ponctionnent presque l'intégralité des revenus d'un citoyen, sans avoir l'obligation légale de se positionner par rapport à sa situation financière, sa situation de vie, célibataire ou en couple, hébergé ou locataire ou propriétaire, tranche d'âge, situation santé mentale, parcours ?

La question dans cette thématique est, est ce éthique et moral, que ces institutions aient des droits « suprêmes » comme ceux là ? Est ce respectueux de nos valeurs ? Est ce respectueux de la hiérarchie des normes en droit Français, Européen et de ceux qui se caractérise héritiers des lumières ?

Est ce finalement, respectueux de la déclaration universelle des droits de l'homme ?

J'ouvre le débat, c'est une problématique parmi de plus en plus au sein de notre civilisation qui s'égare progressivement d'une évolution pour aller vers une régression, régression des comportements, des états d'esprits et de conscience, régression des intellects et régression des principes existentiels, mais une problématique effective qui me touche moi ainsi que d'autres sûrement.

Sommes nous condamnés à subir des autorités supérieurs et injustes encore et toujours malgré tout nos idéaux démocratiques ?